

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Compte-rendu de la réunion nationale pour la VIe République sociale, le 29 avril

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mardi 2 mai 2006

Démocratie & Socialisme

Réunion nationale à l'initiative de FM D&S samedi 29 avril

Présentation du « projet pour une VIe République sociale » : un débat de toute la gauche

Le projet de FM-DS [1] a été présenté samedi 29 avril, à l'Assemblée nationale, à Paris, de 10h à 17h devant 327 participants de 55 départements. Cette présentation a été l'occasion de deux débats ouverts, l'un sur la situation sociale après le mouvement contre le CPE, l'autre sur la situation politique et les échéances électorales à venir.



La tribune du matin Marc Dolez, Gérard Aschieri (FSU), Eric Thouzeau, Jérôme Vérité (CGT), Tristan Lahaye (UNEF)

Au premier débat ont participé des représentants d'organisations syndicales, Unef (**Tristan Lahaye**), Cgt (**Jérôme Vérité**), Fsu (**Gérard Aschieri**) : il y a été question de la puissante vague sociale de février-mars 2006, et de son succès final. L'unité syndicale réalisée a été un levier capable de mobiliser et de concentrer assez de forces pour faire céder le gouvernement. Cette fois, il n'y avait pas de « oui de gauche au Cpe » et la mobilisation a pu être supérieure encore à ce qu'elle avait été lors du « non » de gauche du 29 mai : près de 80% des Français, dans tous les sondages étaient opposés au Cpe, le front syndical quoique menacé à plusieurs reprises « a tenu bon » comme l'a souligné avec conviction **Gérard Aschieri**. A la différence de la grande bataille des retraites en 2003, le pouvoir n'a pu jouer sur une partie du mouvement syndical et c'est lui qui s'est totalement isolé. Le combat a été centré sur un seul but, une seule des revendications possibles, « Retrait du Cpe » : mais il a, par sa victoire, donné un tel coup d'arrêt, infligé une telle humiliation au gouvernement de Villepin, qu'il a ouvert les autres portes contre le Cne, en défense de tout le reste du Code du travail.



La tribune de l'après-midi Henri Weber (Motion 2), Claude Debons (comités du 29 mai), Francine Bavay (Les Verts), Jacques Généreux (NPS)

Au **second débat** ont participé des représentants de partis politiques, Pcf, (**Patrice Cohen-Séat**), Verts (**Francine Bavay**), Mouvement du 29 mai (**Claude Debons**), Ufal (**Bernard Teper**), ou de courants de notre parti ayant soit refusé la synthèse (**Arnaud Montebourg**) soit voté « non » le 29 mai (**Henri Weber**, motion 2) et notre ami **Jacques Généreux**. De ces échanges, il ressort que **Arnaud Montebourg** a fraternellement analysé notre projet « pour une VIe République sociale » avec une grande proximité, qu'il a appelé à poursuivre le débat et l'action ensemble... **Bernard Teper** se situe sur le même terrain de la défense de la laïcité que nous. **Claude Debons** a parlé en tant que représentant des collectifs du « non » du 29 mai qui existent encore, et tiennent bientôt des « Assises » (le 29 mai prochain) : il propose une unité de toute la gauche sur des bases antilibérales.



La tribune de l'après-midi Bernard Teper (UFAL), Arnaud Montebourg (Rénover Maintenant), Patrice Cohen-Seat (PCF)

Francine Bavay, courant des Verts a remplacé **Jean Desessard** et a défendu comme nous tous une VI^e République avec un référendum dès le début pour rompre avec la V^e République en actuelle décomposition... Elle a défendu l'idée d'un candidat commun dès le premier tour sur un programme commun antilibéral. **Henri Weber** a démontré combien le capitalisme avait changé sous l'égide de la finance et combien cela rendrait plus difficiles les tâches de transformation sociale que nous assignions tous puis a défendu la candidature du candidat « disposant des compétences voulues » et ayant appelé à voter « non » (Laurent Fabius, bien sur). **Patrice Cohen-Seat** a constaté l'ampleur de notre accord, y compris sur notre projet, à quelques virgules et formulations près, en s'interrogeant : pourquoi, alors que la gauche antilibérale est majoritaire au sein de la gauche, pourquoi ne parvient-elle pas à s'unir et à faire le nécessaire pour imposer programme et candidats qui correspondent à nos attentes communes sur le fond... **Jacques Généreux** a lui aussi, défendu l'idée d'une alternative, d'un projet qui ne laisse pas place au social libéralisme.



Les retrouvailles du trio socialiste pour le Non Jacques Généreux, Marc Dolez, Gérard Filoche

Marc Dolez et Gérard Filoche ont conclu.

La leçon de ces deux débats où presque toute la gauche était représentée, était très claire : ne pas laisser le social libéralisme l'emporter à gauche, dans le Ps notamment ! C'est à nous de jouer un rôle historique en ce sens.

FM D&S : un projet de transformation sociale au coeur de la gauche

Ce « projet » FM D&S (*) pour une VI^e République sociale, de 35 pages, décidé le 17 décembre dans son principe, a fait l'objet de plusieurs mois de travail collectif (janvier-avril) pendant lesquels plus de 150 amendements venus de tous les membres de FM-DS qui le souhaitaient ont été lus, refusés avec justification, intégrés partiellement ou en totalité.

Ce projet s'est basé sur ce qu'il y avait de meilleur dans la tradition récente de la gauche du parti socialiste, depuis la gauche socialiste (les deux thèses de Nantes), les textes de Dijon de Nps et de Nouveau Monde, de Forces militantes, les contributions de Nps et d'As, de la motion 5 du congrès du Mans.

Le projet a été rédigé « à chaud » en pleine bataille contre le Cpe alors que nous en étions parfaitement partie prenante avec des apports spécifiques sur la défense du Code du travail. Il a été annoncé au Conseil national du Parti socialiste le 11 mars. Il a fait l'objet d'un processus d'écriture collectif avec critiques, propositions et remaniements partiels jour après jour grâce à l'Internet. Il a été relu en entier et modifié au cours de plus de 10 séances par une commission d'une quinzaine de militants. Il a, enfin, été une dernière fois amendé puis adopté, lors d'une coordination nationale de 50 militants le 8 avril. L'un des principes de base de FM-DS est, en effet, de considérer que la démocratie n'est pas un supplément d'âme, un effet de tribune, mais un élément essentiel d'un programme socialiste.

Maintenant ce projet a été présenté à la presse, il a été présenté à la gauche, il est entre les mains de la direction du Parti socialiste, il est entre les mains de 10 000 militants qui ont commencé à le recevoir par internet et sous version papier D&S spécial n°134 avril. Il peut (et doit donner lieu) à des réunions dans les fédérations, les sections, internes ou publiques, partout où cela est possible. Il peut donner lieu à signatures, à adhésions et à mobilisation : nous pouvons le diffuser aussi en dehors des rangs du Parti socialiste car, comme son contenu et son titre l'indiquent, il concerne toute la gauche, se situe au coeur de celle-ci.

Confiance dans le rapport de force, la France est de gauche !

Les sociaux libéraux qui estiment, tels Pierre Moscovici, récemment dans Libération, que la France, comme l'Italie sont « sociologiquement de droite » nous mènent tout droit à un nouveau 21 avril. Car c'est exactement l'inverse qui est vrai.

Les sociaux libéraux ne comprennent pas que si Prodi a gagné d'extrême justesse face à un Berlusconi discrédité c'est justement parce que le programme de Prodi (l'équivalent de Bayrou en France) n'avait rien d'un programme socialiste. Il s'en est fallu de peu en Italie pour que Berlusconi, ne repasse alors que « normalement », il aurait dû être socialement balayé : s'il n'y a eu que 25 000 voix d'écart, ce n'est pas à cause de « la sociologie de droite de l'Italie », mais à cause du programme pas assez à gauche de Romano Prodi, insuffisamment en phase avec les

attentes populaires !

Les sociaux libéraux refusent de prendre en compte, en France, comme en Italie, (et en Allemagne !) la profondeur d'un mouvement social qui exprime des aspirations exactement contraires à leurs tièdes discours. Car l'Italie, elle-aussi, a connu un mouvement social de même ampleur que la mobilisation contre le CPE en France. Des millions de salariés italiens s'étaient, en effet, mobilisés contre une loi de la droite libérale qui voulait interdire, dans les entreprises de plus de 15 salariés, la réintégration des salariés victimes d'un licenciement jugé abusif par les tribunaux. Et comme en France en 2006, c'était la gauche qui avait gagné : Berlusconi avait dû renoncer à sa loi et mettre bas les pattes devant cet acquis social des salariés italiens.

Les mouvements sociaux sont tous contre Le Pen et sa clique qui n'est qu'un épouvantail dont se sert Sarkozy, et Sarkozy lui-même, sans TF1 et les 90 % de médias aux ordres, est rejeté profondément par la majorité de la société !

La France est sociologiquement de gauche. Le salariat est la force sociale majoritaire écrasante. Et la gauche ne cesse de démontrer en profondeur dans notre pays son exigence d'une transformation sociale radicale.

Les sociaux-libéraux veulent accompagner le libéralisme, notre société veut la rupture avec le libéralisme. Les sociaux libéraux ont appelé à voter « oui » le 29 mai 2005, c'est le « non » qui a été majoritaire à gauche. Les sociaux-libéraux veulent aller dans le même sens que la droite libérale mais moins vite, avec compassion pour les pauvres, notre société veut aller dans un sens opposé à celui du libéralisme.

Notre société n'a cessé d'affirmer cette volonté depuis novembre 1995 que ce soit dans la rue ou dans les urnes. Contre le plan Juppé dès 1995. Contre Chirac lors des législatives de 1997. Le 21 avril 2002, malheureusement, contre la politique de Lionel Jospin qui avait trop concédé au libéralisme et n'avait donc pas assez répondu à l'urgence sociale. En 2003, contre la loi Fillon qui accélérerait le démantèlement de notre retraite par répartition. Contre la politique libérale de Chirac-Raffarin aux régionales et aux européennes de 2004. Contre l'Europe libérale le 29 mai 2005. En 2006, le mouvement contre le CPE a confirmé et amplifié ce mouvement de fond de notre société.

Mais si la gauche n'est pas à la hauteur, ni unie sur un projet social suffisant...

La droite, mise à mal depuis 4 ans, et récemment par le « non » de gauche, par l'explosion des banlieues, par le Cpe et l'affaire Clearstream, va essayer, pour regagner du terrain, d'empêcher le débat social... et imposer celui de la sécurité et de l'immigration. Les sociaux libéraux, faute de conviction et de propositions sociales suffisantes sont capables de tomber encore une fois dans ce piège !

Il n'est qu'à écouter Sarkozy reprenant, sans la moindre vergogne, les propos de Le Pen pour comprendre ce qu'il adviendra si la gauche n'a pas un projet qui permette de répondre aux aspirations de nos électeurs et d'imposer le débat sur le terrain social. Nous serons à nouveau entraînés sur le terrain de l'insécurité et le cauchemar de la campagne présidentielle de 2002 recommencera.

Les sociaux libéraux croient que la droite sera mécaniquement rejetée en 2007 et que le mouvement contre le CPE n'a fait que confirmer cette certitude : mais ce faisant, ils se trompent autant qu'ils se sont trompés sur les moyens d'assurer la victoire (pourtant possible) de Lionel Jospin en 2002. Actuellement, les sociaux libéraux font silence, font mine de discuter d'un « projet issu de la synthèse » du Mans, mais dont ils n'ont rien à faire, dont ils ne

veulent pas que les militants et les électeurs s'emparent ! Ils refusent toute promesse sociale nette, espérant s'imposer mécaniquement par le jeu institutionnel, et faire librement ce qu'ils veulent ensuite en cas de victoire : mais ce comportement rusé, cynique, est, en vérité, suicidaire !

Pour gagner, il faudra que notre projet soit « socialiste » c'est-à-dire qu'il propose de rompre avec le libéralisme et que plusieurs mesures phares indiquent clairement cette volonté.

Autrement, le risque sera grand que la gauche soit divisée en deux camps : d'un côté le camp de la gauche radicale, de l'autre, le camp dominé par la gauche sociale libérale. Et ces deux camps, au lieu d'unir leur force, douteront et se démobiliseront. Un camp présentera un candidat contre l'autre. Cela n'empêchera pas nombre d'électeurs de voter, contre leur cœur, « social libéral » dès le premier tour croyant éviter un autre 21 avril, et assurer la présence de la gauche au deuxième tour. Le candidat social-libéral quel qu'il soit, qui aurait ainsi passé l'obstacle du premier tour, ne correspondra pourtant pas aux attentes, il suscitera un mélange de déception, rancœur et abstentionnisme, en même temps qu'il enregistrera les ralliements sur la seule base du seul rejet négatif de la droite.

Il peut encore « passer » car, « même un canasson battrait Sarkozy aujourd'hui ». Mais cela peut devenir très serré, voire périlleux. A quelques milliers de voix comme Romano Prodi... En dépit d'une avance actuellement considérable de la gauche, dans un tel cas de figure, la droite aurait alors la possibilité de l'emporter, même in extremis, même de justesse...

Il faut *toute* la gauche contre toute la droite

Il n'y a pas photo entre la gauche et la droite. Si la droite gagnait les prochaines élections en France, elle n'aurait, en jouant sur la démoralisation, plus guère d'obstacle pour réaliser ce dont elle rêve depuis plus de 20 ans : imposer totalement aux Français ce que Thatcher avait imposé aux habitants du Royaume-Uni au cours des années 1980.

Dès sa victoire, la droite commencerait par vider le droit de grève de tout contenu et aurait ainsi les mains libres pour s'attaquer à tout ce qui persiste (et ce n'est pas rien !) de solidarité dans notre système social : assurance-maladie, retraite, chômage, RMI, CMU, services publics, progressivité de l'impôt sur le revenu, droit du travail, école publique, statut de la fonction publique... Elle imposerait la guerre de tous contre tous, généraliserait la précarité, démoraliserait en profondeur le salariat, entraînant repli sur soi et abstention électorale. La droite pourrait alors s'installer pour longtemps au pouvoir, comme Thatcher l'avait fait en Grande-Bretagne. Et nul ne peut prétendre savoir aujourd'hui qui, d'une gauche blairiste ou de l'extrême droite, finirait par lui succéder.

C'est pourquoi il faut toute la gauche contre toute la droite pour assurer la victoire. Il faut neutraliser le social libéralisme, « en amont ». Il faut peser avant les désignations, dans le « projet », imposer le débat, imposer le contenu social.

Ce n'est que dans une gauche unie que les sociaux libéraux sont minoritaires : dans une gauche désunie, ils l'emportent ! (ils battent d'abord la gauche du Ps puis le reste de la gauche, en deux temps). Pour battre les sociaux libéraux, il faut que tous les anti sociaux libéraux aient la même tactique, pour débattre ensemble, agir ensemble, peser ensemble pour un vrai « projet » de gauche !

Ceux qui, gauchistes, veulent « deux gauches », considèrent que l'unité de toute la gauche n'est ni souhaitable, ni nécessaire, font le jeu des sociaux libéraux... D'ailleurs les sociaux libéraux veulent, eux aussi deux gauches, ils savent bien que dans une seule gauche, ils deviennent minoritaires !

Le projet FM D&S conclue :

« Nous sommes des adversaires déclarés des partisans de "deux gauches" : ceux qui veulent ainsi diviser, ne peuvent que faciliter, in fine, la victoire de la droite. Pour gagner, il ne faut pas commencer par écarter, mais par rassembler. Ceux qui vilipendent les sociaux libéraux et mettent comme condition préalable de les exclure, ne montrent que leur manque de confiance en eux-mêmes. Ceux qui excluent a priori "l'extrême-gauche-qui-ne-veut-pas-gouverner", prennent aussi des risques vis-à-vis de millions d'électeurs. Pourquoi se dénoncer, se combattre, au lieu de tout tenter pour réaliser sincèrement une unité dynamique ?

On a besoin de tous contre la droite. Il faut brasser toute la gauche ensemble, sans peur et sans préalable, avec confiance et certitude, car il en sortira le meilleur, un vrai projet social ! »

Gérard Filoche, le 2 mai 2006

Annexe

L'autre réunion du 29 avril 2006

Henri, Vincent, Benoit « tapent du poing sur la table »

Depuis le congrès du Mans, les dirigeants de la motion 1 poursuivent avec opiniâtreté le même objectif : rédiger à l'abri des regards indiscrets des adhérents un projet inodore, incolore et sans saveur. Un projet fait pour être oublié aussitôt qu'adopté afin de laisser le champ libre au projet et aux gadgets de leur candidat (e) à l'élection présidentielle.

Henri Emmanuelli, Vincent Peillon, Benoît Hamon avec d'autres, ont appelé à une autre réunion le 29 avril également. Ils semblent se distinguer de leur participation à la synthèse du Mans. Si c'est bien cela, ils reviennent dans la bonne voie : la synthèse du Mans, entre la gauche de notre parti et les sociaux libéraux, était une grave erreur.

L'immense mouvement social contre le CPE oblige une fois de plus à ouvrir les yeux sur cette réalité incontournable : le social libéralisme et les aspirations profondes de notre société sont contradictoires. La fameuse « synthèse » n'a envoyé aucun message d'unité et de renouveau du Ps vers la gauche et les électeurs : tous les sondages l'indiquent, le Ps est toujours illisible, et c'est bien normal puisque ses dirigeants maintenus et confortés par ladite synthèse, s'appliquent à ne pas répondre aux attentes sociales.

C'est cette synthèse du Mans qui a désarmé la gauche de notre parti et fait reculer la perspective d'un projet socialiste de rupture avec le libéralisme, face à une direction pourtant affaiblie et qui n'avait recueilli qu'une très petite majorité de 53 % des suffrages des adhérents.

Aujourd'hui, Henri, Vincent et Benoît annoncent qu'ils « tapent du poing sur la table ». Bravo ! Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Six mois ont été perdus à un moment crucial pour l'élaboration du projet socialiste. L'édredon étouffant de la

synthèse a empêché jusqu'à présent tout débat de fond dans notre parti, laissant le champ libre aux médias (dont chacun connaît l'indépendance à l'égard des puissances industrielles et financières) pour promouvoir leur candidate socialiste à la présidentielle, indépendamment de tout « projet ».

Encore, faudrait-il, ne pas se contenter de ce qu'affirme Benoît Hamon : « Je lance un appel solennel au premier secrétaire : que le projet 2007 ne soit pas moins socialiste que le projet - qui n'était pas socialiste - de 2002 ». L'ambition est, en effet, limitée : le programme de 2002 nous avaient mené tout droit à la débâcle du 21 avril.

La synthèse a carrément exclu la perspective de la VI^e République du projet socialiste, renoncé à la retraite à 60 ans, renoncé à une loi pour les 35 h, renoncé à empêcher les licenciements abusifs et boursiers.

Au plan institutionnel, c'est pire qu'une erreur, c'est une faute au moment où la V^e République étouffe la démocratie et débouche sur des crises de type république bananière (loi promulguée mais pas appliquée et affaire Clearstream). Le spectacle est en effet, grand guignolesque et offre un boulevard à tous les ennemis de la République : un Président qui promulgue une loi dont il affirme qu'elle ne doit pas être appliquée. Un Premier ministre qui défend cette loi tout en demandant aux parlementaires de son propre parti d'en écrire une autre alors que ce même parti est dirigée par un adversaire déclaré du Président et du Premier ministre. Un Président et un premier ministre accusés d'avoir monté, avec le ministre de la Défense, une affaire des plus sordides contre le ministre de l'Intérieur, chef du parti unique de la majorité. Un ministre de l'Intérieur qui porte plainte et envoie les juges enquêter au ministère de la Défense, chez le Premier ministre et à l'Élysée...

Et les institutions de la V^e République permettent à tout ce joli monde à rester en place jusqu'à la toute dernière extrémité : le Président est constitutionnellement irresponsable et c'est lui qui nomme les ministres, le Premier comme les autres !

Vincent, Benoît et Henri, donc, « tapent du poing sur la table » mais encore faudrait-il demander une consultation du peuple, des élections !

Henri Emmanuelli dit partout « qu'il faut un nouveau gouvernement » : seulement ? Nommé par Chirac ?

Henri Emmanuelli dit qu'il craint une « nouvelle cohabitation » : mais qu'est-ce que cela veut dire une telle crainte, en ce moment ? Il ne faut pas diffuser des craintes mais un esprit de lutte et de changement : qu'il y ait dissolution de l'assemblée, que les législatives passent avant la présidentielle, la gauche gagnera en raz-de-marée ! Et Chirac s'il n'en tire pas la conclusion et ne part pas immédiatement, inaugurera les chrysanthèmes, en attendant qu'un candidat de gauche, vraiment de gauche le remplace. On nous dit « la gauche n'est pas prête »... mais à ce rythme elle ne sera pas prête en 2007 ! Il vaut mieux accélérer le pas, à chaud, sous l'impact du mouvement social et de l'indignation populaire ! Courage : nos sociaux libéraux seront minorisés au passage !

Encore faudrait-il, cependant, que le « projet socialiste » qu'Henri, Vincent et Benoit rédigent avec la direction de notre parti, dans la même commission dite du "projet" où ils sont tous ensemble, aille au-delà de la synthèse du Mans qui ne répondait à aucun des problèmes sociaux qui tourmentent, à juste titre, notre peuple :

- ▶ Comment arrêter les licenciements boursiers ?
- ▶ Comment mettre un coup d'arrêt à l'extension de la précarité ?
- ▶ Comment en finir avec le chômage de masse ? quelles 35h ?
- ▶ Comment protéger et étendre nos services publics ?
- ▶ Comment rééquilibrer le partage des richesses entre les salaires et les profits ?
- ▶ Comment revenir à la retraite à 60 ans à taux plein que la gauche avait mise en place en 1982 ?
- ▶ Comment permettre un accès aux soins égal pour tous ?
- ▶

Comment réaliser la démocratisation de l'Ecole ?

- ▶ Comment desserrer l'étau de l'Europe libérale et d'une mondialisation tout aussi libérale ?

Toutes ces questions méritent en effet de taper du poing sur la table !

Post-scriptum :

Le projet en téléchargement



Pour une VIe république sociale (pour impression)



Pour une VIe république sociale (pour consultation écran, avec signets)

A voir aussi : -> [Le diaporama du 29 avril](#)

[1] La liste des départements représentés et des militants responsables et élus présents démontrent que la gauche du Parti socialiste redevient visible, mobilisée, de retour. FM-DS est un collectif, un club, comme « Nouvelle Gauche » de Benoît Hamon ou « PRS » de Jean-Luc Mélenchon. Il regroupe des militants et des adhérents du Parti Socialiste qui peuvent se reconnaître ou non dans un courant de notre parti : essentiellement dans la Motion 5 (c'est notre cas) mais aussi dans la Motion 2 ou « Rénover Maintenant ». Ils ont en commun de ne pas être en accord avec la synthèse du Mans et de vouloir un projet socialiste qui rompe clairement avec le libéralisme et proposent un programme social capable de battre la droite aux prochaines échéances.

Pour toute commande du « projet » version papier écrire à : D&S 85 rue Rambuteau 75 001 (1 euro minima + port - chèque à "D&S") ou le télécharger sur le site : www.democratie-socialisme.org